



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

7 octobre 2015

Trois journaux semblent accorder des traitements similaires à des affaires pénales impliquant les dénommés Bekasy, Joseph Yolande et Mektoub. Mais la plupart des journaux se sont, surtout, tournés vers la passation de service à la Mairie de la commune urbaine d'Antananarivo, qui a eu lieu hier. Dans le volet social, l'opération Fahalemana 2015 continue de faire jaser. La concrétisation de la coopération bilatérale avec les pays comme la France, l'Espagne ou encore l'Afrique du Sud connaît également un certain écho.

Processus électoral

DILEMME SUR LE NOMBRE DE SENATEURS

L'élection sénatoriale aura lieu le 29 décembre prochain. En attendant, le décret sur la composition du Sénat n'est pas encore sorti. Le pouvoir envisagerait de fixer à dix, le nombre de sénateurs à élire par province, et trente autres qui seront désignés par le Président de la République en vertu de la Constitution, soit quatre-vingt-dix sénateurs au total. Compte-tenu des contraintes budgétaires, l'option de réduire cet effectif à dix-huit, n'est pas à écarter. En même temps, ce nombre risque d'être trop peu par rapport aux exigences de représentativité de la province d'Antananarivo, raison pour laquelle les natifs de cette province demandent la révision à la hausse de ce chiffre. Pour l'heure, seul un décret proposé par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, qui sera adopté en conseil des ministres, fixera définitivement le nombre de sénateurs. (**L'Express de Madagascar, p. 3**)

- Le parti MMM présidé par Hajo Andrianainarivelo remet en cause l'opportunité d'organiser l'élection sénatoriale aussi précipitamment et avec une telle organisation, sachant que ni le nombre de candidats, ni la liste électorale ne sont connus. (**Les Nouvelles, p. 3**)
- Madagascar fait partie des pays les plus pauvres de la planète, a noté **L'Observateur (p. 3)**. Or, il possède plus de 40 institutions. A se demander à quoi servent ces institutions étatiques qui ne font que grever le budget de l'Etat, en matière salariale et en fonctionnement, alors que les paysans producteurs qui nourrissent les citadins, les fonctionnaires, les dirigeants ont du mal à trouver de quoi se nourrir. Parmi ces institutions figurent la Présidence, le Gouvernement, le Parlement, la Haute Cour Constitutionnelle, le Comité militaire pour la Défense nationale, le BIANCO, le Conseil pour la sauvegarde de l'intégrité, le SAMIFIN, la Chaîne pénale anticorruption, la Cour suprême, la Cour des Comptes, la Cour de cassation, la Cour criminelle, le Conseil supérieur de la magistrature, la Médiature, l'Inspection d'Etat, le Contrôle financier, l'Inspection du Travail, le Conseil supérieur de la fonction publique...

MISE EN PLACE DE LA CENI : LE PARTI MMM DENONCE LE NON-RESPECT DE LA LOI

Les dirigeants du parti MMM ont dénoncé, hier devant la presse, le non-respect de la loi dans le processus d'adoption du projet de loi sur la nouvelle CENI. Ils ont notamment fustigé la décision de l'Exécutif d'ignorer la mise en place d'une Commission paritaire mixte regroupant des représentants de l'Assemblée nationale et du Gouvernement, qui devait examiner ledit projet de loi avant sa transmission à l'Assemblée nationale. (**Midi Madagasikara, p. 2; La Vérité, p. 2, La Gazette de la Grande Île, p. 2**)

- Le projet de loi est en phase d'adoption, mais la Commission n'est toujours pas en place. **Les**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Nouvelles parle ainsi d'incohérence. (p. 3)

- Les députés ont maintenu à 99 %, hier en travaux de commission, les dispositions du projet de loi portant création de la CENI. Il semble que la nouvelle majorité présidentielle, composée de 91 députés, dicte sa loi. Ainsi, la proposition de l'Exécutif de fixer à 9 le nombre des membres composant cette nouvelle structure a été validée. Par contre, les députés ont adopté des amendements en proposant la présence des indépendants aux côtés des représentants des partis politique dans la formation non-permanente de la nouvelle CENI. (**Midi Madagasikara, p. 3**)
- La proposition de loi soumise par l'ARMADA auquel appartient le parti MMM, a été écartée. Le président de commission décentralisation au sein de l'Assemblée nationale explique que les députés ne pouvaient plus examiner cette proposition car la proposition de mettre en place la CENI émane d'un décret pris en conseil des ministres. Au final, les partis politiques siègeront donc au sein de la nouvelle CENI en tant que membres permanents... si toutefois le texte est adopté. (**Les Nouvelles p. 3 ; Madagascar Matin p. 4**)

Economie et société

AUCUN SAC EN PLASTIQUE BIODEGRADABLE AUTORISE

Une semaine après la mise en application du décret portant sur l'interdiction de l'utilisation des sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 50 microns, les responsables du ministère du Commerce ont précisé lors d'une conférence de presse, que le ministre n'a autorisé ni la production ni la commercialisation des sacs plastiques biodégradables. Et pour cause, aucune entreprise œuvrant dans ce secteur n'a encore obtenu l'autorisation du ministère. Les produits doivent, en effet, passer sous contrôle d'un laboratoire et obtenir un certificat prouvant sa conformité. En outre, le ministère de l'Environnement avait affirmé que Madagascar ne possède pas encore de laboratoire pouvant assurer l'analyse des sacs en plastique biodégradables. (**L'Express de Madagascar, p. 7 ; Les Nouvelles, p. 18**)

- Certains opérateurs privés avancent l'utilisation de sachets biodégradables comme solution alternative. Mais cela comporte encore des risques, car on ne sait pas les impacts sur l'environnement ou même sur la santé humaine. Les sachets biodégradables peuvent dégager des particules, dont les effets restent méconnus, raison pour laquelle le ministère n'a pas encore sorti l'autorisation ou certification sur ces sachets, a avancé le directeur général du Bureau des Normes. (**Midi Madagasikara, p. 5**)

ANTANANARIVO : LA GESTION DES ORDURES MENACEE

Serge Ratsimbazafy, directeur du Service autonome de maintenance de la ville d'Antananarivo (SAMVA) invite les autorités à créer une ligne budgétaire spéciale afin de gérer les ordures de la ville. Il a précisé que depuis sa nomination, le budget de fonctionnement du service a été divisé par cinq. Cette question trouve son importance à l'approche de la période des pluies, et s'adresse à la nouvelle magistrate de la ville. Par ailleurs, le projet financé par l'Agence Française de Développement visant à recycler et à exploiter les ordures de la décharge publique d'Andralanitra a été lancé. Le dépotoir sera encore fonctionnel dans les dix prochaines années si le projet est réalisé. (**L'Express de Madagascar, p. 8 ; La Vérité, p. 5**)

- Si elle avait une superficie initiale de 13Ha, le dépotoir d'Andralanitra occupe actuellement une

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



superficie de 18Ha. Cette décharge devait déjà fermer ses portes en 2012 pour cause de saturation. Mais faute de nouveau site de décharge, elle continue toujours de fonctionner. Et puis, le projet de l'AFD est toujours en phase d'essai pour une durée de 5 ans. (**Midi Madagasikara, p. 18**)

- Le SAMVA a besoin d'un budget de quatre cents millions d'Ariary par mois pour l'assainissement de la ville d'Antananarivo précise **Madagascar-Laza. (p. 7)** Le service prévoit également d'ici 2025 de mettre à la disposition du Grand Tanà, un système moderne d'évacuation des excréta, des eaux usées et pluviales. (**Les Nouvelles, p. 5**)

UN MOIS POUR RAPATRIER LES DEVISES

Le Groupement des Entreprises de Madagascar demande l'annulation de l'arrêté ramenant à 30 jours, le délai de rapatriement des devises, et exhorte les responsables étatiques à s'engager dans un réel dialogue entre les deux parties. Ce délai de rapatriement de devises était auparavant de 90 jours, mais il a été ramené à 1 mois conformément à l'arrêté N°25398/2015-MFB/SG/DGT/DOF/SSOC du 7 août 2015 du ministère des Finances et du Budget. (**Madagascar-Laza, p. 4**)

INSECURITE ET LUTTE CONTRE L'INSECURITE

OPERATION FAHALEMANA : UN POSTE DE COMMANDEMENT DEMONTE

Un troisième poste de commandement de l'opération « Fahalemana » basé à Midongy Sud a dû être démonté à cause d'une exécution sommaire commise par un militaire, qui a failli tourner à l'émeute. Depuis deux semaines donc, le chef-lieu de district a été déserté par les militaires. Néanmoins, des individus condamnant l'exaction meurtrière, réclament le départ d'un Colonel et d'un Commandant, aux manettes de cette mission de sécurisation. Alors que le peloton militaire peine à retrouver ses marques à Midongy Sud, vingt-trois dahalo armés de fusils de chasse ont pris d'assaut un village situé à 110 km du chef-lieu de district, le 5 octobre dernier. Cette attaque devait remettre en selle les militaires, mais aucune intervention n'a encore été signalée jusqu'à hier soir. (**L'Express de Madagascar, p. 10**)

- Les bavures tendent à se multiplier ces derniers temps, depuis que les militaires sont envoyés sur le terrain dans le cadre des différentes opérations de lutte contre les « dahalo », selon **Madagascar-Laza**. A titre d'exemple, le 16 septembre dernier à Tsiroanomandidy, des militaires ont abattu un homme de 25 ans. Les coups portés à la victime ont entraîné sa mort. Sa famille demande aux autorités tant militaires qu'administratives, de rétablir la vérité sur cette affaire qui bafoue, selon elle, le minimum des droits humains, étant donné la violence et la barbarie constatées. La plainte a été envoyée au Président de la République, au premier ministre et à toutes les hiérarchies de la Gendarmerie et de l'armée et au procureur de Tsiroanomandidy. (**p.3**)

PRISE D'OTAGES A BELO-SUR-TSIRIBIHINA

Les dahalo qui avaient attaqué le fokontany de Tandandava, district de Belo-sur-Tsiribihina, ont libéré les quatre enfants qu'ils ont tenus en otage. Après une journée de captivité, trois de ces otages, âgés de 6, 9 et 25 ans sont revenus sains et saufs auprès de leurs parents le 5 octobre dernier. Le quatrième, âgé tout juste de 3 ans, a quant à lui été relâché peu de temps après l'attaque dont ont été victime ses parents. (**Les Nouvelles, p. 9**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES MENACES DE FERMETURE !

Le directeur général de l'Education nationale d'Amoron'i Mania, Charles Andrianasolo, ne cache pas ses préoccupations quant à l'insécurité qui prévaut dans cette région, en particulier à l'Ouest, à cause du phénomène « dahalo ». Des établissements scolaires sont menacés de fermeture puisque les enseignants hésitent à rejoindre leur poste. L'insécurité alimentaire représente également un danger pour la scolarisation, dans la mesure où Amoron'i Mania ne figure pas parmi les régions qui bénéficient des cantines scolaires. (Midi Madagasikara, p. 17)

RENFORCEMENT DE LA SECURITE DANS LE DISTRICT D'AMBOHIMAHASOA

Le comité de contrôle des pactes sociaux sur la sécurité ou KMD est installé depuis cette semaine dans chaque fokontany d'Ambohimahaso. La population et les personnes en charge de la sécurité et de la défense locale se mobilisent pour réfréner les actes de banditisme tels que les vols de bovidés, les meurtres et les attaques à main armée. (Les Nouvelles, p. 8)

LA PESTE FAIT QUATORZE VICTIMES EN DEUX MOIS

Le cas mortel de peste pulmonaire le plus récent a été enregistré à Faratsiho le 24 septembre. Onze autres personnes ont été par contre soignées à temps, selon la brigade de la Gendarmerie. Ces deux décès s'ajoutent aux huit décès survenus à Moramanga au mois d'août et aux quatre décès à Ambohidratrimo et Tsiroanomandidy en septembre. D'ailleurs, un atelier visant à enrayer cette épidémie se tient actuellement à Moramanga. (L'Express de Madagascar, p. 8)

Politique

MAIRIE D'ANTANANARIVO : LALAO RAVALOMANANA PREND SES FONCTIONS

La passation entre la mairesse entrante Lalao Ravalomanana et le président de la délégation spéciale d'Antananarivo sortant, Joseph Ramiamanana s'est finalement effectuée dans le calme, hier. Un suspens a précédé la cérémonie prévue à neuf heures, heure à laquelle Joseph Ramiamanana a reçu sa notification. La cérémonie a d'abord été reportée à onze heures. Puis, lorsque la nouvelle mairesse a débarqué à l'Hôtel de ville à l'heure indiquée, le PDS est reparti pour aller déjeuner. La cérémonie a commencé au milieu du chahut des partisans de Lalao Ravalomanana, en colère de ne pas avoir pu pénétrer dans le bureau devenu trop exigü. L'ancienne Première Dame, qui est venue seule sans son mari, est ainsi devenue la première femme maire de la capitale, et succède à Andry Rajoelina, dernier maire élu en 2007. Son premier discours a été de solliciter la solidarité et le soutien de chacun. Elle a ajouté que le raïamandreny (ndlr : Marc Ravalomanana) sera là le moment venu. Quant à son programme de travail, rien n'a encore été dit. D'ailleurs, la presse qui espérait une interview de la mairesse a dû s'apercevoir qu'elle a quitté les lieux après la cérémonie. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 2 ; Takoritsika, p. 2)

- *La cérémonie a eu lieu en présence du Sous-préfet d'Antananarivo. Malgré tout, l'on a constaté une certaine désorganisation lors de cette passation, notamment au sujet du lieu où elle devait se tenir. Au final, elle a été organisée au bureau du PDS, raconte **Midi Madagasikara (p. 2) Madagascar Matin** justifie ce désordre par le fait qu'un administrateur civil proche du couple Ravalomanana a menti avoir reçu des informations sur la notification du PDS. (p. 3) La passation s'est déroulée sans rancune et en toute fraternité, souligne par contre **Les Nouvelles (p. 4)**.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *La candidate perdante à l'élection communale d'Antananarivo, Harilala Ramanantsoa a répondu présente à la cérémonie de passation de son ancienne concurrente. Elle explique que la solidarité de tous est nécessaire pour redresser la ville. En effet, comme priorité, Lalao Ravalomanana compte mettre l'accent sur la solidarité, le respect du principe de légalité, et le respect de la discipline. (Tia Tanindrazana, p. 2)*
- *Passation de service, soixante-dix jours après l'élection, voilà un record du monde d'indolence et de lenteur, s'écrie **La Gazette de la Grande Île**. Cela démontre que Madagascar mérite son titre de « pays du moramora » (traduction libre : « pays où tout se fait lentement »). Visiblement, on n'est pas pressé de se mettre à l'œuvre. Plutôt que d'entrer dans le vif du sujet, on tourne longuement autour du pot et on se dépense en palabres. Si c'est de cette façon que l'on compte développer le pays... conclut le journal. (p. 3)*
- *L'ancien PDS d'Antananarivo, Joseph Ramiaramanana serait promu ministre, selon les bruits qui circulent à la Mairie d'Antananarivo depuis une semaine. Aux yeux de certains proches du Président de la République, l'ancien PDS a enregistré un bilan de mandat assez positif tout au long de ces 6 derniers mois. (Madagascar-Laza, p. 2) Des sources de Tia Tanindrazana ont fait savoir que le Colonel Joseph Ramiaramanana, projetait de se faire monter au grade de Général grâce à son poste à la tête de la Commune d'Antananarivo. Le journal s'interroge, avec ironie, s'il ne serait pas plus judicieux de l'envoyer en mission pour participer à l'opération « Fahalemana » (p. 3)*

MAIRIE D'IVATO : PENJY RANDRIANARISOA REÇOIT LA BENEDICTION DE SON PREDECESSEUR

Le nouveau maire d'Ivato, Penjy Randrianarisoa se dit ouvert au dialogue constructif et ne tolèrera aucune velléité de corruption au sein de la commune. Parmi ses priorités figurent entre autres l'assainissement de la ville et la construction du marché. L'enlèvement des ordures a commencé hier. (Takoritsika, p. 3)

DES SOUPÇONS GENERALISES CONTRE MARC RAVALOMANANA

*La méfiance règne au niveau de l'opinion publique et des hommes politiques, au sujet de l'ancien Président Marc Ravalomanana, selon l'opinion de **L'Observateur**. Dans son éditorial, le journal fait remarquer que même si l'ex Chef d'Etat semble avoir une certaine réussite dans ses différentes démarches, il ne pourrait s'agir que d'une illusion. La passation de service « mouvementée » à la mairie d'Antananarivo laisse, en effet, planer le soupçon sur ce que le couple voudrait rééditer dans le pays. D'ailleurs, le président du parti HVM avait montré qu'il n'a toujours pas confiance en Marc Ravalomanana, malgré leur récente rencontre. (p. 3)*

- *Marc Ravalomanana tient le premier rôle dans la pièce de théâtre en cinq actes ci-après, dont il est également le metteur en scène, le réalisateur et le producteur. Pour l'acte quatre, faute d'obtenir un dédommagement pour le préjudice subi par son entreprise TIKO, Marc Ravalomanana autorise ses partisans et l'opposition à manifester à Ambohitovo et sur la place du 13 Mai. Acte cinq : le pays sombre dans une nouvelle crise. Hué par le peuple et frappé de déchéance, le Président Hery Rajaonarimampianina démissionne. Ainsi, Marc Ravalomanana revient au pouvoir sans attendre 2018, conformément à sa promesse à son retour d'exil. Ces hypothèses sont signées de **La Gazette de la Grande Île** (p. 4)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



NEW-YORK : DEPLACEMENTS FUTILES DE HERY RAJAONARIMAMPINANINA

D'ici 2030, il s'agira d'éliminer l'extrême pauvreté selon les Objectifs de développement durable (ODD). Comme tout Etat membre de l'ONU, Madagascar s'engage à atteindre ces objectifs, même s'il n'a réalisé aucun des Objectifs du millénaire pour le Développement qui courait de 2000 à 2015. Et ce n'est pas le récent voyage onéreux de la délégation malgache dirigée par le Président de la République, pour assister à l'Assemblée générale des nations Unies à New York que qui va aider le pays à aller vers les ODD. Et pour cause, un billet Tanà-New York-Tanà vaut plus que le revenu quotidien de 2.000 pauvres, critique
La Gazette de la Grande Île (p. 5 et 8)

- *Une sensation d'usure se dégage de la classe politique malgache. L'actuel homme fort du pays, Hery Rajaonarimampianina semble n'être pas l'homme nouveau censé apporter cette nouvelle ère. L'idée de la recherche d'un nouvel homme qui entrerait en scène à l'élection présidentielle de 2018 commence à se frayer un chemin, insinue à son tour* **Takoritsika. (p. 3)**

Communauté internationale

RELATION AVEC LES BAILLEURS : LE PM DISSIPE LES DOUTES

Le Premier ministre Jean Ravelonarivo se dit confiant quant à l'issue des dialogues avec les partenaires techniques et financiers. Il rassure que le gap sur le financement du Plan national de développement sera comblé. D'après ses explications, quatorze milliards de dollars sont nécessaires pour concrétiser ce plan. Cinq milliards sont issus des fonds propres du gouvernement malgache, tandis que le reste attend les aides des partenaires techniques et financiers. **(Les Nouvelles, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 2)**

L'ESPAGNE SAUVE LA LIGNE FERROVIAIRE FCE

Le gouvernement malgache et celui de l'Espagne, viennent de signer à Madrid, un mémorandum de partenariat pour soutenir le secteur ferroviaire à Madagascar. Cette coopération concerne la ligne Fianarantsoa/Côte-Est. Le ministre des Transports, Ulrich Andriatiana a déclaré lors de la cérémonie que ce partenariat scelle le début d'une véritable coopération entre les deux Etats, qui se limitait quasiment jusqu'à présent au seul aspect diplomatique. Le groupe ibérique RENFE, leader du secteur ferroviaire en Espagne sera le partenaire privé dans ce contrat. **(L'Express de Madagascar, p. 5 ; Les Nouvelles, p. 18 ; Madagascar-Laza, p. 7)**

SYSTEME JUDICIAIRE : LA FRANCE INJECTE 800.000 EUROS

Un projet ayant comme objectif de restaurer la confiance en la Justice, financé à hauteur de 800.000 Euros par le Fonds de solidarité prioritaire de la France, vient marquer une étape cruciale dans la coopération bilatérale entre le ministère malgache de la Justice et le Service de coopération culturelle de l'Ambassade de France. Ce projet comprend trois volets, dont l'appui à la lutte contre la corruption au sein de la Justice et l'administration pénitentiaire, l'amélioration de la direction du contrôle des juridictions et l'appui à la sécurité juridique par la formation et la diffusion du droit. **(Les Nouvelles, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 3)**

RAFFERMISSEMENT DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DU SUD

La première visite ministérielle officielle, effectuée par le vice-ministre des Relations internationales et bilatérales et de la coopération, Llewellyn tyron Landers, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre Madagascar et l'Afrique du Sud. Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a rappelé à cette occasion que le gouvernement s'investit dans l'instauration de l'Etat de droit et la relance

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





économique. (Midi Madagasikara, p. 2, Madagascar Laza p.4)

DIPLOMATIE : L'ANGOLA ET LES PAYS-BAS EN PROSPECTION

Les ambassadeurs de la République d'Angola, SEM Brito Antonio Sozinho et celui du Royaume des Pays-Bas, SEM Jacob Frederiks Rijkert Theodoor ont présenté, hier, les copies figurées de leurs lettres de créances à la ministre malgache des Affaires étrangères, Béatrice Attalah. Les deux personnalités ont affirmé la volonté de leur pays d'accompagner Madagascar dans le processus de développement. Jusqu'ici en effet, les deux pays n'entretiennent pas de relation concrète avec Madagascar. (Les Nouvelles, p. 2)

Format de couverture

*Troisième publication d'une interview de Papa Soulé, politicien et figure de la communauté musulmane à Madagascar dans la presse, les deux premières dans le journal **Les Nouvelles** (25 septembre et 7 octobre 2015) et la troisième dans **l'Observateur** (21 septembre 2015). L'homme d'affaires, qui se positionne comme défenseur du régime, obtient une certaine visibilité et soigne son image grâce à ces interviews successives. Il trouve que le rapport de forces politiques est maintenant très clair sur le terrain. Le HVM étant détenteur du plus grand nombre de maires à la suite des élections communales, l'Etat dispose ainsi de la force politique nécessaire pour aller de l'avant. Cette nouvelle donne va stabiliser le régime et le libérer des problèmes inhérents à l'absence de majorité au niveau de la Chambre basse. Une fois la chambre haute mise en place, un système d'équilibre politique sera instauré au sein des deux chambres du Parlement. (p. 4)*

*La passation de service entre Lalao Ravalomanana, maire d'Antananarivo et l'ancien PDS Joseph Ramiaramanana fait l'objet de trois articles dont les contenus sont à peu près les mêmes, dans **Madagascar-Laza** (p. 2 et 3)*

*La rubrique « Grande Interview » de **Madagascar Matin** (p. 5) est consacrée à Raniriharinosy Harimanana, candidat perdant aux dernières élections communales sous les couleurs du parti AREMA. En termes d'opinion politique, il est d'avis que le contexte actuel est particulier, dans la mesure où il n'y a plus d'Etat, la désobéissance citoyenne est quotidienne, et les institutions n'ont plus leur fondement. Ainsi, les Malgaches doivent s'entendre pour pouvoir espérer un avenir meilleur. En parlant d'institution, la pression exercée par la Communauté internationale afin de restaurer l'ordre constitutionnel amène le régime à mettre en place le Sénat malgré le fait que les élections communales ne soient pas totalement achevées. La volonté réelle des Malgaches n'est pas prise en compte, une situation qui ne va pas aboutir à l'apaisement tant attendu.*

***Tia Tanindrazana** (p. 7) aborde la cérémonie de passation qui s'est déroulée à l'Hôtel de Ville d'Antananarivo à travers une bande dessinée intitulée « Affaire sale ». Sans préciser exactement qu'il s'agit du PDS Joseph Ramiaramanana, on peut comprendre que l'auteur pointe du doigt l'ancien numéro un de la ville d'Antananarivo. Ainsi, il est accusé d'avoir « sciemment semé le désordre lors de cette passation afin de rompre tout lien avec Lalao Ravalomanana. De cette façon, il peut rentrer chez lui avec toutes ses affaires sales sans que personne ne puisse lui poser des questions. »*

Style et déontologie

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Les trois journaux **La Vérité**, **Madagascar Matin** et **L'Observateur** ouvrent leur grande Une sur les affaires impliquant Bekasy, Joseph Yolande, et Mektoub, avec leurs photos à l'appui à titre d'illustration. Intitulés respectivement « Des bombes à retardement ! », « Risque d'explosion à tout moment ! », « Il y a conflit de compétence et faute de procédure », l'on ne peut s'empêcher de remarquer que ces articles, au ton alarmiste, tendent à alimenter la panique. Ainsi, **Madagascar Matin** affirme que « Les notables du Nord de l'île parlent de discrimination, et brandissent en conséquence le tribalisme, mais évoquent aussi la neutralisation des élites régionaux. L'heure est grave ». Le choix des termes est évocateur, en l'occurrence « neutralisation », « tribalisme », discrimination ». Pour sa part, **La Vérité** estime que « ces affaires risquent fort de faire carrément plonger la nation vers le chaos apocalyptique ». En outre, un article à peu près similaire avait été publié dans la presse récemment (Voir revue de presse du 2 octobre). Il faut dire que depuis le début de cette semaine, certains journaux se lancent dans une campagne médiatique pour défendre le dénommé Bekasy, à travers des analyses approfondies qui ne restent pas moins partiales. En effet, on peut lire entre les lignes de cet article de **La Vérité** que « l'affaire arbore une allure régionaliste, voire tribale. Et pour cause, les notables du Nord à l'instar de Benjamin Vaovao, n'ont cessé ces derniers temps de monter au créneau pour aller carrément accuser le BIANCO de perpétrer des poursuites partiales se rapportant à certains crimes. Ainsi, la justice populaire qui avait eu lieu dans le Nord du pays est toujours resté au travers de la gorge des bailleurs, ayant ainsi amené ces derniers à exiger un procès. Les autorités américaines n'avaient pas non plus toléré un autre crime se rapportant à l'envoi de travailleurs à l'étranger. Bref, ces poursuites ont été engagées pour charmer les bailleurs de fonds traditionnels à ouvrir leurs robinets d'aides financières, sous prétexte que le régime Rajaonarimampianina est en pleine action pour lutter contre la corruption et les trafics de bois de rose, et pour faire instaurer l'Etat de droit. Par la même occasion, l'objectif est aussi de faire décapiter ces personnalités politiques qui lui sont hostiles ». **L'Observateur** se montre plus explicite dans ses arguments, pour conclure que « Bekasy n'a commis aucune infraction forestière telle que définie dans l'article 49 du décret forestier du 25 janvier 1930. En outre, la Chaîne pénale anti-corruption n'est pas habilitée à statuer au jugement de ladite infraction pour faute de corruption. La juridiction habilitée à statuer sur l'affaire Bekasy est la juridiction de droit commun. »

Un exemple de bonne pratique dans **La Vérité**, qui publie un rectificatif concernant un article comportant le nom de l'ambassadeur d'Allemagne, paru le 3 octobre.

Un peu d'humour

Les Nouvelles, p. 2

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: incipals@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne